

Reçu en préfecture le 27/12/2024



ID: 030-200066918-20241227-2024_0555-AU



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2024 /0555

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Service : Musées Tél : 04 66 85 10 48

Réf: 2024/CH/JF/MN/CMR

<u>Objet</u> : Acceptation d'un don de 101 photographies de M. Gérard GASCUEL à Alès Agglomération

Le président d'Alès Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération C2024_03_17 du conseil de communauté en date du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que M. Gérard GASCUEL souhaite faire don de 101 photographies à la Communauté Alès Agglomération,

Considérant que pour cela M. Gérard GASCUEL a rédigé une lettre de don en date du 1^{er} décembre 2023,

DÉCIDE

ARTICLE 1:

La Communauté Alès Agglomération accepte, sans charge ni condition, le don de 101 photographies de M. Gérard GASCUEL, dont le détail est joint en annexe.

Ce don sera réalisé par la tradition des objets entre M. Gérard GASCUEL domicilié Skite Sainte Foy - 1 route du Verdier- 48160 Saint-Julien-des-Points et la Communauté Alès Agglomération.

Une attestation de don manuel sera signée par les 2 parties.

ARTICLE 2:

La présente décision sera notifiée à M. Gérard GASCUEL.

Envoyé en préfecture le 27/12/2024

Reçu en préfecture le 27/12/2024

Publié le 27/12/2024

ID: 030-200066918-20241227-2024_0555-AU

ARTICLE 3:

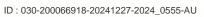
Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Alès, le 2 7 DEC. 2024

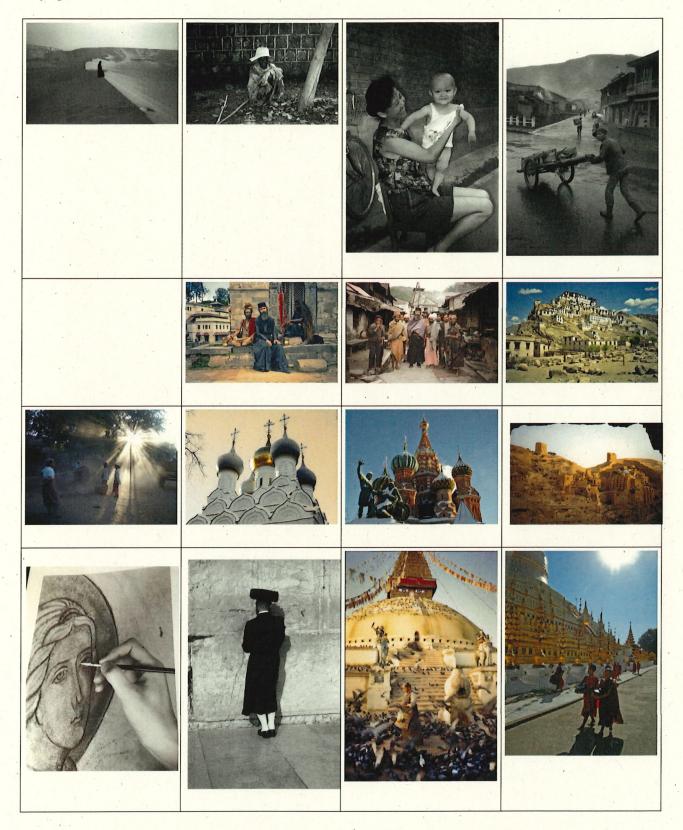
Le président

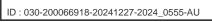
Christophe RIVENQ

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Voyages





Années 1970



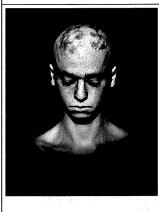
Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 52LO









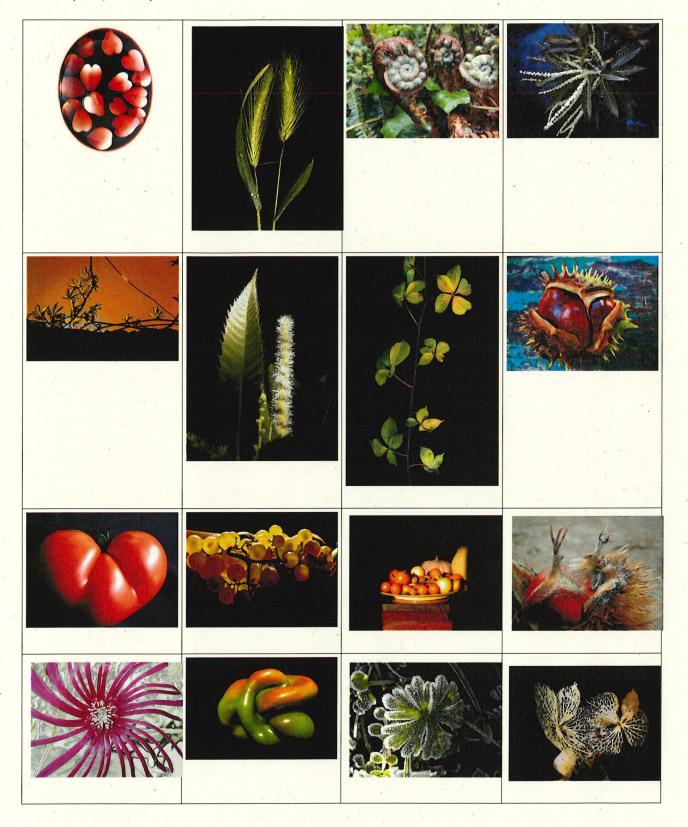






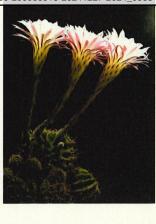


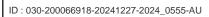
Nature (fleurs fruits)



Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 52LG



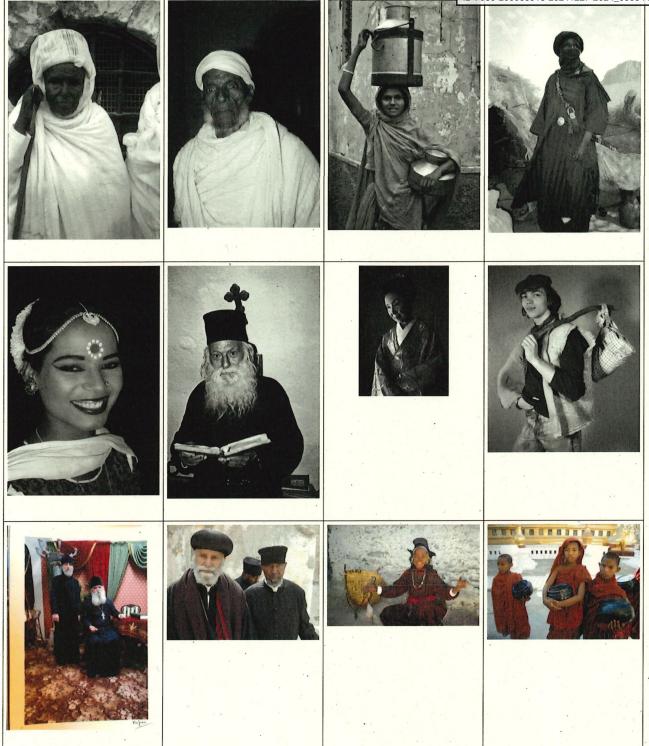




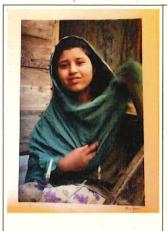
Portraits



Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 52LO

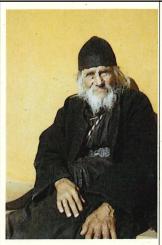


Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 526

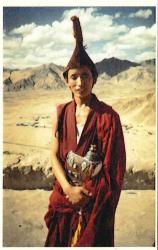






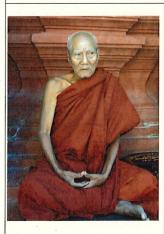


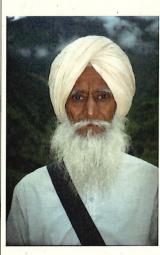














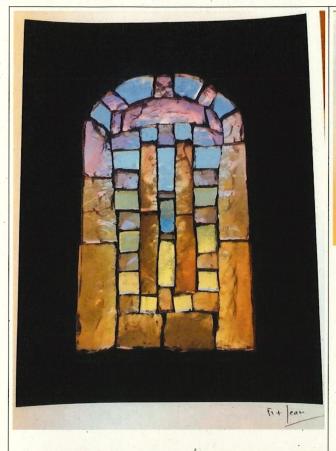


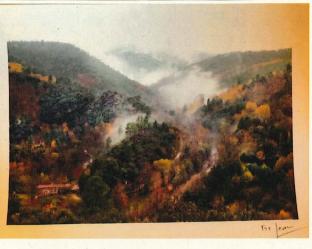
Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024

Publié le 27/12/2024

ID: 030-200066918-20241227-2024_0555-AU

4 en remplacement des portraits non tirés

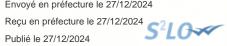








ID: 030-200066918-20241227-2024_0555-AU



Skite

